

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > **Histoire : « Chirac, un homme de droite qui fit beaucoup pour que la (...) »**

TRIBUNE

Histoire : « Chirac, un homme de droite qui fit beaucoup pour que la France restât de droite »

dimanche 29 septembre 2019, par [BACQUE Raphaëlle](#), [CUSSET François](#), [JARREAU Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2019).

Dans une tribune au « Monde », l'historien des idées affirme que l'image de Jacques Chirac comme ami des peuples ne peut effacer ses sorties xénophobes. Et ses bains de foule jouissifs et ses accents sociaux opportunistes ne suffisent pas à faire oublier l'homme de droite.

Sommaire

- [En 2002, le non à la guerre en](#)
- [Jacques Chirac, une vie \(...\)](#)

C'est le petit théâtre français. La monarchie présidentielle et la nation réconciliée nous jouent la pièce tendre et nostalgique du « premier d'entre nous », redoré et regretté. Il est vrai que, même sans son goût des pommes ou de la bière, et même s'il était l'intime de François Pinault et Jean-Luc Lagardère plus que de Madonna et Johnny Hallyday (dont la présence à ses côtés l'a toutefois aidé), il est plus facile de le trouver sympathique que ses trois successeurs – dont les abords arrogants, survoltés ou abouliques, selon le cas, font apparaître Jacques Chirac comme un personnage plus avenant pour la comédie du pouvoir.

A condition d'ajouter que le pouvoir en question a inauguré sous ses deux mandats un long crépuscule, et qu'à l'ère (qu'il a inaugurée aussi) de la satire fédératrice et de la convivialité médiatique on ne sait plus si c'était le chef d'Etat ou sa marionnette des « Guignols de l'info » qui était sympathique. Ou plutôt, on le sait – et on devrait lire ses éloges funèbres à l'aune de cette vérité de pixels et de storytelling : qu'un personnage qui ne se gouverne pas exonère ainsi de (presque) tout la personne qui, derrière, nous gouverne. Car l'histoire politique ne saurait être réduite à la psychologie et à l'hagiographie – dont aurait ri jaune ce vieux brisquard, qui savait mieux que personne que « la mémoire politique des Français est de six mois ».

Il noua des amitiés politiques à vie, mais poignarda d'autres proches dans son camp, de Chaban-Delmas à Giscard

La mascarade de l'ami des peuples et du chantre des différences ne peut faire oublier ses sorties xénophobes. Ses élans gaulliens sur la scène mondiale, faire oublier sa « Françafrique » et une géopolitique élitaire. Ni, surtout, ses bains de foule jouissifs et ses accents sociaux plus opportunistes, faire oublier l'homme de droite qui, si son bilan effectif paraît maigre, fit beaucoup pour que la France restât de droite. Chirac est surtout le nom propre, et le plus pur produit, d'un

dispositif institutionnel et idéologique français qui récompense ceux qui savent sacrifier la constance de jugement sur l'autel du dieu République, et qui permet d'endiguer résistances sociales et luttes minoritaires au nom des « valeurs » très rhétoriques de ladite République.

« Il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis » : on croirait la formule inventée pour sa verve. Il distribuait quelques semaines *L'Humanité* devant Sciences Po, mais, sitôt entré en politique, refusait d'entendre le président du Sénat, Gaston Monnerville, et traversait Paris en mai 1968, dit-on, avec un revolver en poche. Il noua des amitiés politiques à vie, mais poignarda d'autres proches dans son camp, de Chaban-Delmas à Giscard. Il dénonçait en 1979, pour les premières élections européennes, une logique « antinationale » et le « parti de l'étranger », mais voulut, en 1992, que la droite ratifie le traité de Maastricht, quitte à provoquer son implosion. Il pleurait l'ouvrier français laissé sur le carreau, mais pouvait avouer, en 1995, de ce ton fataliste qui est celui de la météo, que « la fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie ». Il sut incarner, le moment venu, la probité républicaine, mais personnifia surtout l'affairisme sans scrupule et l'impunité au sommet, du financement du RPR aux emplois fictifs de la Mairie de Paris. Et l'homme simple qui était chez lui au Salon de l'agriculture abusa des « frais de bouche » et des transports officiels comme personne.

« Le bruit et l'odeur »

Au-delà, le mensonge dont il bénéficia à quelques moments-clés est celui qui brouilla pour de bon la vieille différence entre émancipation et conservation, progrès et réaction (on disait jadis : gauche et droite), ce dont sut faire son miel le pouvoir d'aujourd'hui, et que lui avait sans doute inspiré, à force de l'emporter sur lui, la trajectoire de son plus brillant prédécesseur, François Mitterrand : simuler la polarité politique pour mieux la vider de son sens, et pouvoir gouverner au centre, avec les modérés et les ploutocrates – autrement dit : si tout est communication, et si le ton compte plus que la fidélité à soi, on peut très bien brandir l'injustice sociale d'une main et le chantage raciste de l'autre, la fraternité d'un côté et l'Etat policier de l'autre. En 1995 comme en 2002, il n'a pu être élu qu'en rognant sur l'électorat de gauche : en 1995, en damant le pion à son concurrent Balladur grâce à ses diatribes contre la « pensée unique » et la « fracture sociale » – inspirées d'une note commandée au démographe Emmanuel Todd par la peu sociale Fondation Saint-Simon – et, en 2002, en incarnant Jean Moulin face à Pétain, lors d'un second tour qui l'opposait à Le Pen père et où le peuple de gauche alla voter « le nez bouché » en se répétant qu'escroc valait mieux que facho.

Or, l'homme des compromis internes et de deux cohabitations est aussi, ne l'oublions pas, celui des voltigeurs-motocyclistes de l'automne 1986 (ces escouades de la Place Beauvau qui firent un mort parmi les étudiants), des lois Pasqua et des sans-papiers expulsés, ou des sorties abjectes de 1991 sur « le bruit et l'odeur » des familles immigrées polygames qui rendraient « fou le travailleur français ». Celui, aussi, qui supprima la police de proximité en 2002 et décréta l'état d'urgence dans les banlieues fin 2005. Mais encore, celui qui avait promu, en 1986, les premières privatisations pour que le petit actionnaire soit le citoyen de l'avenir, et lancé, en 1996, les réformes antisociales d'Alain Juppé parachevées aujourd'hui par Edouard Philippe.

Bien sûr, des images et des mots font exception à ce triste tableau : reconnaître, en commémorant la rafle du Vél'd'Hiv, que la France de 1942 avait « accompli l'irréparable », s'emporter contre ses hôtes israéliens, en 1996, au nom du besoin d'un Etat palestinien, s'opposer à l'inique guerre de George Bush en Irak à la tribune de l'ONU, ou reprocher aux dirigeants du globe, pour le 4^e Sommet de la Terre, de « regarder ailleurs » pendant que « notre maison brûle » – engagements véritables, parfois décisifs, mais qui sont aussi le vertueux précipité d'une alchimie plus sordide, celle de l'ambition à tous crins et d'un opportunisme de lambris, aux antipodes de l'histoire par en bas. L'histoire de Chirac est celle, surtout, de la mue d'un homme, par le miracle de la com, et du crépuscule d'un régime.

François Cusset

Professeur à l'université de Paris Ouest-Nanterre

François Cusset est historien des idées, professeur à l'université de Paris-Nanterre. Il est l'auteur de plusieurs essais dont La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980 (La Découverte, 2006) et Le Déchaînement du monde. Logique nouvelle de la violence (La Découverte, 2018)

- Le Monde. Publié le 27 septembre 2019 à 08h55 - Mis à jour le 27 septembre 2019 à 11h45 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/27/francois-cusset-un-homme-de-droite-qui-fit-beaucoup-pour-que-la-france-reste-de-droite_6013259_3232.html

En 2002, le non à la guerre en Irak de Jacques Chirac

Lors de son second mandat de président de la République, Jacques Chirac refuse de faire participer la France à une intervention aux côtés des Américains.

Un ancien soldat fait-il un président pacifiste ? C'est un des paradoxes les plus intéressants de la personnalité chiraquienne : cet homme, dont la présidence restera marquée par son refus de voir la France se joindre aux Américains dans la guerre en Irak, était l'un des derniers chefs d'Etat français à avoir participé physiquement à un conflit militaire.

Ancien officier en Algérie, il avouait avoir passionnément aimé cette période d'aventure et de camaraderie masculine. C'est du moins ainsi qu'il en parlait aux journalistes et à ses biographes. Pas ou peu de souvenirs de sang, de douleur. Parti en avril 1956, quelques semaines après que le président du conseil, Guy Mollet, patron de la SFIO, élu deux mois plus tôt sur un programme pourtant pacifiste, eut obtenu de l'Assemblée nationale des « pouvoirs spéciaux » pour l'Algérie, il évoquait d'abord ce piton à la terre rouge auquel il avait accédé avec ses hommes.

Dans un entretien à *Paris Match*, le 24 février 1978, il confie : « L'Algérie a été la période la plus passionnante de mon existence. (...) On nous avait dit que nous étions là pour la bonne cause, et nous ne remettions pas cela en question. (...) Contrairement à ce que l'on peut penser, ce fut un moment de très grande liberté, et probablement un des seuls moments où j'ai eu le sentiment d'avoir une influence directe sur le cours des choses. Parce qu'il y allait de la vie d'hommes qui étaient sous mes ordres, et donc c'est le seul moment où j'ai eu le sentiment de commander. »

Front commun avec l'Allemagne et la Russie

De toute cette période, qu'avait-il gardé au fond ? Un sens de la fraternité des armes, lui qui était fils unique. Un souci, aussi, de n'accabler ni ceux qui avaient fait la guerre ni les pieds-noirs. Il avait d'ailleurs si fortement mesuré ce désarroi des Français, en quittant l'Algérie, que, bien plus tard, devenu responsable politique, il n'a cessé d'affirmer sa préoccupation – à la fois électoraliste et sincère – pour les pieds-noirs, alors même que ceux-ci gardaient parfois un souvenir amer des promesses de Charles de Gaulle. Jacques Chirac en avait aussi conservé l'idée qu'il faut toujours mesurer ce que furent les exactions de l'armée française avec les violences du FLN, refusant ainsi tout au long de son parcours une quelconque « repentance » française sur l'Algérie.

En 2002, ce n'est pas le dégoût de la guerre qui détermine sa réaction devant les préparatifs

américains d'une intervention en Irak. Mais peut-être l'idée que les combats ne sont pas aussi manichéens que les faucons de George Bush voudraient le laisser croire. Alors que la France a soutenu les Etats-Unis lors de l'intervention en Afghanistan au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, cette fois, Jacques Chirac refuse de se joindre à une opération en Irak et forme un front commun avec l'Allemagne et la Russie contre cette guerre.

Jacques Chirac a longtemps entretenu les meilleures relations possibles avec le leader irakien, relations qui lui ont été reprochées par la presse des années 1980 et dont les Américains des années 2000 feront des gorges chaudes. Mais il en a retiré la conviction que l'Irak de Saddam Hussein n'est pas un foyer du terrorisme international et ne dispose d'aucune arme de destruction massive.

Le chantre d'un « monde multipolaire »

Le président français est alors certain que le terrorisme se nourrit du chaos. Que le fanatisme religieux s'exalte dans le rejet de l'impérialisme et du matérialisme. Il craint que les pays musulmans ne fassent bloc contre l'Occident en voyant un pays islamique - fût-il laïc comme l'est alors l'Irak - attaqué. Le plus frappant est, alors, la volonté farouche de ce président hésitant, « immobile », disent ses adversaires, de convaincre de la justesse de sa position. Car, autour de lui, diplomates, militaires et responsables politiques de la droite craignent plus que tout que la France ne s'isole en s'opposant aux Etats-Unis.

Jamais Jacques Chirac ne s'est pris pour de Gaulle. Il tient, pourtant, face à la condescendance d'une partie de la nomenclatura française. Poussant même son ministre des affaires étrangères, - Dominique de Villepin, au départ sensible aux thèses américaines, à incarner à l'ONU, le 14 février 2003, le « non » de la France à la guerre.

Profitant d'un large consensus national, il se fera le chantre d'un « monde multipolaire », réfutant le choc des civilisations. En novembre 2004, devant l'Institut international d'études stratégiques de Londres, devant un public britannique qui soutient l'engagement de ses troupes en Irak, Jacques Chirac tentera d'expliquer sa vision du monde, où « se constituent progressivement, à côté de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Japon, de grandes entités, pays ou groupes de pays, formant autant de nouveaux pôles qui combinent la puissance économique et la volonté politique. Cette réalité nouvelle conduit à une remise en cause de la prééminence séculaire de l'Occident et de ses modèles sur le reste du monde. Elle ouvre la voie à l'affirmation d'une autre modernité qui tend à s'émanciper de nous. Une modernité ancrée dans des histoires et des cultures millénaires qu'il nous faut apprendre désormais à mieux connaître et à respecter et qui ont vocation, elles aussi, à comprendre et à partager pleinement les valeurs de démocratie et de liberté. »

Raphaëlle Bacqué

• Le Monde. Publié le 26 septembre 2019 à 22h00 :

https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/09/26/en-2002-le-non-a-la-guerre-en-irak-de-jacques-chirac_6013207_3382.html

Jacques Chirac, une vie dans l'opulence

Des palais de la République à l'appartement prêté gratuitement par la famille Hariri,

Jacques Chirac s'est toujours employé à réduire ses charges.

Au journaliste Patrick Poivre d'Arvor qui, le 14 décembre 2000, sur TF1, lui demandait ce que lui inspirait sa mise en cause dans diverses affaires de financement politique, Jacques Chirac avait répondu : « Si vous interrogez les gens qui me connaissent, en Corrèze, ou à Paris, ou ailleurs, (...) vous n'en trouverez jamais qui disent que je suis un homme d'argent ou que je suis un homme qui pourrait transiger avec l'honnêteté ! »

Georges Pompidou, qu'il présenta souvent comme son père en politique, avait dit un jour qu'il fallait choisir entre les « joies » du pouvoir et celles de l'argent. Ancien directeur de la banque Rothschild, Pompidou constatait ainsi que la recherche du profit est difficilement compatible avec la compétition politique, pour des raisons pratiques sinon morales. Si donc être un « homme d'argent » signifie investir ou spéculer, alors Chirac, en effet, n'en était pas un. Mais il a toujours su faire en sorte de vivre à l'aise, et même dans l'opulence.

Dès le début de sa carrière politique, Jacques Chirac a dû s'expliquer sur l'acquisition d'un château, en Corrèze, en 1969. La révélation des conditions dans lesquelles son ministre de l'agriculture avait profité des conditions fiscales avantageuses consenties aux propriétaires de bâtiments classés avait inspiré à Georges Pompidou, alors président de la République, ce commentaire fait en privé : « Quand on prétend faire de la politique, on s'arrange pour ne pas avoir de château, sauf s'il est dans la famille depuis au moins Louis XV. » Cette propriété de 11 hectares, comprenant un bâtiment d'une surface habitable de 2 000 mètres carrés, plus des dépendances, a été évaluée à 500 000 euros par son propriétaire dans la déclaration de patrimoine qu'il a remise au Conseil constitutionnel à la fin de son mandat, en 2007.

Au total, Jacques Chirac a déclaré, à son départ de l'Élysée, un patrimoine de 1,41 million d'euros comprenant, outre le château de Bity, une petite maison en Corrèze, des placements financiers et des meubles et objets d'art. Au vu de ces indications, le niveau où se situait alors le couple, redevable de l'impôt sur la fortune, était celui d'héritiers de familles bourgeoises ayant eux-mêmes arrondi leur pelote.

Aux frais du contribuable

C'est toutefois par ses revenus et son mode de vie que le rapport de Jacques Chirac avec l'argent a attiré l'attention. Logé pendant quarante ans, avec sa famille, dans des appartements de fonction, du secrétariat d'État à l'emploi dans le gouvernement Pompidou, en 1967, jusqu'à la fin de son mandat présidentiel, en 2007, il n'a jamais eu à assumer qu'une partie des dépenses auxquelles doit faire face un ménage de quatre personnes. Encore s'est-il employé à réduire ses charges, par exemple en faisant acheter par une société d'économie mixte de la Ville de Paris une villa du 7^e arrondissement, dont il était locataire, afin d'en maintenir le loyer au plus bas. Les tentatives d'opposants pour saisir la justice de ce qui pouvait être considéré comme une prise illégale d'intérêt s'étaient fracassées sur le mur de la justice administrative, en 1995, après son élection à la présidence de la République.

Maire de 1977 à 1995, Jacques Chirac occupait, à l'Hôtel de Ville, outre un bureau dont les dimensions impressionnaient ses visiteurs, d'immenses appartements privés, richement décorés aux frais du contribuable parisien et ornés de statues chinoises de haute époque qui faisaient le bonheur de l'hôte des lieux, grand amateur d'antiquités asiatiques. Il eut d'ailleurs du mal à quitter ces appartements pour ceux de l'Élysée, incomparablement plus modestes, et son successeur, Jean Tiberi, dut attendre plusieurs mois avant d'entrer en jouissance de locaux qui lui revenaient de droit.

Les vacances à l'île Maurice

En août 2000, un article de **Paris Match** sur les vacances du chef de l'Etat dans un hôtel de l'île Maurice, au prix de 3 349 euros par jour et un total de 70 000 euros pour la durée du séjour, avait amené les journalistes à s'intéresser à ses revenus. Il était apparu alors qu'à son traitement de 6 717 euros, il ajoutait des retraites de député et conseiller général de Corrèze, maire de Paris et conseiller référendaire à la Cour des comptes, son corps d'origine comme fonctionnaire, où il n'avait guère passé plus d'un an. Il touchait donc un total de plus de 19 000 euros par mois, tous frais payés par ailleurs.

Après avoir quitté l'Elysée, l'ancien président et M^{me} Chirac se sont installés dans un appartement de 396 mètres carrés situé quai Voltaire, dans le 6^e arrondissement de Paris, l'un des quartiers les plus chers de la capitale. Cette résidence somptueuse leur était prêtée à titre gracieux par les héritiers de Rafic Hariri, richissime homme d'affaires libanais devenu premier ministre de son pays et assassiné en 2005.

Devant l'étonnement provoqué par cette situation, Jacques Chirac avait fait publier un communiqué indiquant : « Compte tenu des obligations qui sont les leurs, M. et M^{me} Chirac n'ont pas encore eu le temps de trouver leur logement. Ils occuperont, à titre très provisoire, un appartement, quai Voltaire, qui leur est prêté par M. Ayman Hariri, le temps de trouver leur domicile définitif. » Le couple y a pourtant habité jusqu'en décembre 2015, date à laquelle l'ancien président a été hospitalisé pendant une semaine. A sa sortie, les Chirac ont emménagé discrètement dans un appartement rénové par l'ami François Pinault, rue de Tournon.

Précisons que Jacques Chirac, appointé par le Conseil constitutionnel à hauteur de 12 000 euros, percevait, avec le cumul de ses différentes retraites, dont celle de chef de l'Etat, un revenu mensuel de 31 000 euros. En mars 2011 cependant, d'un commun accord avec le président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, son traitement avait cessé de lui être versé, en raison de son procès.

Patrick Jarreau

- Le Monde. Publié le 27 septembre 2019 à 07h50 : https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/09/26/en-2002-le-non-a-la-guerre-en-irak-de-jacques-chirac_6013207_3382.html
-